



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 127 - Novembre/Décembre 2004

Traversée des apparences

En cadeau de Noël nous espérons la signature de la paix du Sud. Les protagonistes l'ont promise au Conseil de Sécurité pour la fin de l'année. Ce sera une étape importante, sinon l'épilogue des difficultés pour la région.

L'incendie éteint dans le Sud se propage ailleurs. Le conflit au Nord-Soudan s'étend. Des milices du Darfour auraient été vues au Sud-Kordofan et dans la région Funj (Nil Bleu Sud). Deux nouveaux mouvements rebelles sont nés, l'un au Darfour, l'autre au Kordofan. L'insécurité augmente sur le Front Est où le Congrès Béja et le Mouvement des Lions libres s'activent, tandis que l'armée érythréenne se masserait sur la frontière.

Ce qu'a obtenu le Sud en se battant attise les convoitises et le « Khartoum ne parle qu'à qui a des armes » d'Abdel Wahab, président du Mouvement de Libération du Soudan (MLS) est devenu le credo général. Le Soudan n'a pas un problème du Sud et un problème du Darfour. Le problème est celui d'un gouvernement hyper-centralisé marginalisant les régions périphériques pour le pouvoir, la richesse, les ressources, le développement, tout en essayant de leur imposer une identité culturelle arabe incluant une interprétation de l'islam qui n'est pas partagée par l'ensemble des Soudanais musulmans. Beaucoup de nordistes des villes sont frustrés par ces problèmes mais n'ont pas les mêmes possibilités de résistance armée que les gens des périphéries. Ce ne sera peut-être qu'une question de temps.

De tous ces nouveaux rebelles, seuls ceux du Darfour en sont au stade des négociations. Après des pourparlers tortueux, des protocoles ont été signés sur l'aide humanitaire et la sécurité. Mais seule une solution politique négociée, exprimant des promesses tenues, empêchera les souffrances. Les rencontres reprendront le 26 décembre et se consacreront aux problèmes politiques et économiques. Les rebelles ne semblent pas pressés de faire la paix car ils avaient l'appui de la communauté internationale qui leur est moins favorable depuis qu'ils ne respectent pas le cessez-le feu. Il est regrettable que les Arabes, *janjawid* ou non, ne soient pas représentés et que ce soit l'Etat soudanais qui prenne à coeur leurs intérêts. Si les rebelles se jugent marginalisés, les arabes pensent l'être plus encore.

Les insurgés les plus nombreux appartiennent au MLS, laïc, dont les cadres ont, malgré leur intelligence, un niveau d'instruction fort peu élevé, ce qui prouverait, s'il en était besoin, l'état d'abandon où Khartoum laisse le Darfour. Les hommes du rang portent beaucoup de grigris. Le Mouvement pour la Justice et l'Egalité, moins important que le MLS, est islamiste, donc sans grigris apparents. Il appartient, semble-t-il, à la mouvance Tourabi, il aurait accès au trésor de guerre de ce dernier, d'un montant, dit-on de 7 milliards de dollars, avec lequel il soutiendrait le MLS.

Dans ce borborygme de fer et de sang, un nouveau type d'exactions a pris de l'ampleur, le déplacement forcé des déplacés, que le gouvernement les oblige à rentrer chez eux ou à se rendre au milieu de nulle part. Un exemple grinçant est l'attaque du camp d'Al Geer par les forces officielles avec des gourdins et des gaz lacrymogènes, qui a eu lieu sous les yeux horrifiés des représentants des Nations-Unies, de l'Union Africaine et devant les caméras incrédules de la BBC. C'est contraire à tout ce que le Soudan a signé. Il a reconnu d'un air las avoir omis des formalités. Du matériel des NU et des ONG ayant disparu avec les agresseurs, il s'est plaint du peu de générosité de la communauté internationale.

La tentative de coup d'Etat de septembre que nous mettions en doute, a été revendiquée, à tort ou à raison, par le Mouvement des Lions Libres formé de Rashaida. Les Rashaida, qui étaient moins de 100 000 il y a 20 ans, sont la dernière migration arabe au Soudan, elle date du XIXème siècle. Ce sont les seuls Soudanais à ne pas s'être mêlés au reste de la population, ils sont donc purement arabes. Racistes, d'esprit pratique, qu'ils soient nomades, petits commerçants ou contrebandiers, ils vivent près de Kassala et de la Mer Rouge, et ne nous semblent pas avoir les contacts à Khartoum pour ce type d'entreprise.

Les hommes d'affaires importants semblent échapper depuis un certain temps à la cruauté des Forces de Sécurité. Le racket est plus rentable, nous disent des sources de plus en plus nombreuses. Il faudrait payer plusieurs officiels pour être couvert. Parmi d'autres, un montant de 200 000 dollars nous a été cité comme frais annuels d'une entreprise moyenne en ce qui concerne ce chapitre.

On conçoit que les Forces de Sécurité ne soient pas prêtes à abandonner le pouvoir.

S O M M A I R E

Traversée des apparences	p. 1
<i>Bételgeuse</i>	
Conseil de Sécurité	p. 3
Paix au Sud	p. 2
Si le Sud vote pour l'unité...	
Plongée dans le désespoir	
Darfour	p. 5
Pourparlers...	
Autorité du cessez-le-feu...	
Et la Force africaine ?	
<i>Janjawid...</i>	p. 6
Justice	p. 7
Autres oppositions armées	p. 8
Droits de l'homme	p. 4
Armes	p. 3
Pétrole et économie	p. 8

LA PAIX AU SUD

Plongée dans le désespoir

Quelles sont les perspectives réalistes de paix au Sud ? On peut penser que tant le gouvernement que le M/ALPS veulent rester au pouvoir. Les protocoles déjà signés leur en donnent apparemment une bonne chance. Le gouvernement soudanais n'est en rien comptable à son peuple. C'est la même dictature qui, en 1989, après avoir été battu aux élections, a pris le pouvoir par un coup d'Etat contre un gouvernement démocratiquement élu. Les votes depuis n'ont été qu'imposture de même que la décentralisation en 26 Etats. Le M/ALPS quant à lui, n'a pas une bonne réputation pour sa transparence. Si rester au pouvoir est donc leur priorité, les deux parties bénéficieront d'un partenariat pendant la période intérimaire. Ce partenariat apportera-t-il la paix ? Le M/ALPS se fait peut-être des illusions sur la mesure de partage de pouvoir que veut lui accorder le gouvernement. Le régime, après tout, a fait son coup d'Etat pour arrêter un processus de paix fort avancé. Excepté pour les Monts Nouba et la région Funj, les protocoles déjà signés représentent un bon compromis, mais seront-ils appliqués ? Si le référendum a jamais lieu, si le gouvernement ne s'arrange pas pour truquer le vote et que ce vote choisisse l'indépendance, les Sudistes l'obtiendront-ils ? Probablement pas.

La révolte gronde au sein du MLPS. Selon la *Lettre de l'Océan Indien*, cela date de novembre 2003, lorsque des centaines d'officiers se sont réunis à Rumbeck pour parler des négociations. Certains d'entre eux s'étaient plaints de la sous-représentation de l'Equatoria dans les négociations de paix. Plus nombreux étaient ceux qui s'étaient élevés contre la longue période séparant le traité de paix du référendum d'autodétermination. Ils sont favorables à l'indépendance du Sud-Soudan et ont demandé à Salva Kir Mayardit, le numéro deux du Mouvement de prendre le leadership. Celui-ci leur aurait répondu que les dissensions au sein du MLPS lui ont toujours été néfastes. Ils ont donc patienté quelques temps mais leur colère renaît. Garang, comme ses plus proches collaborateurs, semble avoir perdu le contact avec sa base ; il contrôle les finances du parti et se concentre sur les relations internationales. Une réunion de réconciliation a eu lieu à Rumbeck le 1er décembre. Khartoum conspire-t-il pour renverser John Garang, afin de déclencher des troubles qui saboteraient la paix, comme le prétend *Africa Confidential* ?

Le régime tient à l'intégrité territoriale, il aura l'appui des pays arabes et peut-être des pays africains qui craignent pour leurs propres frontières. Ce pourrait être un problème dont l'Europe et les Etats-Unis ne voudraient pas faire une affaire. Ils suggéreraient un retour à la table des négociations ou une extension de la période intérimaire. Les Sudistes ont peu de chance de jamais voir un Sud indépendant.

D'ailleurs l'intégrité territoriale du Sud elle-même est en jeu. Le gouvernement soudanais a procédé à des nettoyages ethniques dans le Haut-Nil en 1999-2002 et dans le royaume Shillouk en 2004. Selon des rapports, des Nordistes s'établissent dans la région. Ils ont été rejoints par des milices *janjawid* qui ont quitté le Darfour pour échapper à l'ire internationale. Ces milices se trouveraient dans le Haut Nil « pour protéger les installations pétrolières » et on aurait demandé à l'Equipe de

Vérification du cessez-le-feu du Sud d'enquêter à ce propos. Le gouvernement a aussi conservé ses milices sudistes dans le Haut-Nil, qui comporte la riche zone agricole de Reno et dont la capitale Malakal a vu s'accroître son arabisation et son islamisation. Il paraît peu probable qu'après avoir autant investi dans la région le gouvernement soit prêt à retirer ses forces, comme le demande un protocole, après deux ans et demi. Le gouvernement annexera probablement le Haut-Nil après, bien sûr, avoir affirmé au monde entier qu'il a l'intention d'appliquer l'accord de paix, qu'il n'a besoin que de temps, que certains détails doivent être perfectionnés, des arrangements administratifs réglés, etc.. Que pourra faire le Sud ? Très peu de chose, la communauté internationale ne soutiendra probablement pas un retour à la guerre, les Etats-Unis sont satisfaits des efforts anti-terroristes de Khartoum et ne souhaitent pas se mettre une autre guerre sur les bras. Le Nord, grâce à l'argent du pétrole, aura renforcé son armée.

A l'inverse de cette analyse, un bruit persistant selon lequel les Etats-Unis aideraient à la construction d'un oléoduc vers l'Ouganda.

Un changement de régime bénéficierait-il au Sud ? La marginalisation du Sud et les promesses non tenues ont commencé avec l'indépendance. Ce régime est celui qui a fait au Sud le plus de concessions sur le papier. Un nouveau gouvernement pourrait demander à renégocier les transactions pour les rendre moins exclusives, en y comprenant tous les partis dont beaucoup ne sont pas d'accord sur la possibilité de sécession du Sud. Le problème principal des gens du Nord n'est pas le Sud mais l'obligation de vivre dans une dictature qui leur impose sa propre interprétation de l'islam. Ce qui n'est pas une raison pour que la communauté internationale soutienne une dictature militaire brutale qui oppresse son peuple de manière totalement inacceptable.

Si le Sud vote pour l'unité, perdra-t-il tous ses avantages acquis ?

Les messages sont brouillés.

Le gouvernement soudanais et l'ALPS ont promis de signer la paix avant fin 2004. Les Nations-Unies se sont engagées à envoyer au Sud une force de maintien de la paix de 7 000 hommes, sans avoir, semble-t-il, l'accord de Khartoum.

Une nouvelle difficulté est née dans le partage de l'argent du pétrole, Khartoum veut que les devises arrivent à la banque centrale et que l'argent soit remis en monnaie nationale au Sud, ce que l'ALPS récuse (*Al-Ayam* 27 11).

Plus grave encore, toutes les accords faits l'ont été jusqu'au référendum d'autodétermination. Si le Sud accepte d'être uni au Nord dans un même Etat, perdra-t-il sa laïcité, ses 50 % des richesses pétrolières, son autonomie, son droit à participer au gouvernement soudanais et tutti quanti ?

Les pourparlers à haut niveau ont repris le 6 décembre. Pronk, le représentant des NU au Soudan a averti Taha et Garang que « l'échec des négociations n'était pas une option envisageable ».

Conseil de Sécurité

« Le Soudan poursuit ses massacres, l'Occident promet une aide et l'allègement de la dette »

Le 19 novembre, le Conseil de Sécurité s'est réuni à Nairobi, à la demande de John Danforth, ancien envoyé spécial de Bush au Soudan, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations-Unies, pour marquer l'importance accordée au Soudan. Les Etats-Unis présidaient le Conseil de Sécurité. Le même jour, le gouvernement soudanais et l'ALPS s'engageaient par écrit à signer la paix au plus tard le 31 décembre 2004.

Après des hésitations britanniques dues à la fureur de Jack Straw qui avait vu le film de la BBC montrant l'attaque par le Soudan d'un camp de ses déplacés au Darfour, l'Occident a fait valoir que des pressions sur Khartoum concernant le millier de morts quotidiens dans ce même Darfour, perturberaient les pourparlers du Sud ; il craindrait aussi que ces pressions fassent tomber Béchir, entraînant la désintégration du Soudan, ce qui montre que la communauté internationale a bien assimilé la propagande soudanaise.

Les précédentes résolutions avaient menacé le Soudan de sanctions s'il n'obtempérait pas au Darfour. Dans celle-ci, adoptée à l'unanimité, il n'en est plus question. Au contraire, il s'agit d'allègement de la dette et d'aide au développement dès la paix signée avec un commencement d'application. On se demande comment on empêchera Khartoum d'utiliser cet argent frais pour des achats d'armes à utiliser au Darfour. Kofi Annan et Danforth se sont hautement félicités de cette résolution. Selon *Human Rights Watch*, Khartoum la considérera comme un blanc-seing pour la poursuite des atrocités. *Oxfam* et des réfugiés

soudanais ont tenu des propos semblables. Les trois principaux partis britanniques ont demandé à Blair d'oeuvrer pour des actions punitives.

Deux bémols toutefois dans la Résolution, l'expression « comprenant que [si ?] les parties remplissent tous leurs engagements d'Abuja et de Ndjamena » - ceci concerne le Darfour. Le texte « envisage » aussi l'établissement d'une force de maintien de la paix des Nations-Unies, au Sud, - qui s'élèverait à 7000 hommes selon le Représentant des N-U au Soudan. Nul n'a parlé d'accord du Soudan.

Cela n'a pas beaucoup plu à Khartoum qui peut se consoler : ce n'est pas encore fait et aucune mention n'a été faite, ni de la démocratie, ni des droits de l'homme.

La réunion a eu lieu en présence de Kofi Annan, du Président de l'Union africaine, des pays de l'IGAD et de l'Egypte, mais pas des rebelles du Darfour, leur présence étant « inappropriée » selon l'ambassadeur américain.

Danforth, revenu de son euphorie première, s'est interrogé sur l'utilité du Conseil de Sécurité - bon pour formuler les problèmes, incapable d'y faire face -, et de l'Assemblée Générale des Nations-Unies après que celle-ci ait négligé de critiquer Khartoum pour sa politique des Droits de l'homme au Darfour, comme l'avait suggéré l'Union Européenne. Il est vrai que des pays comme l'Algérie et le Pakistan, qui souffrent des islamistes dans leurs pays, les ménagent à l'étranger, et que l'Union africaine a soupçonné l'Union Européenne d'avoir deux poids, deux mesures. Danforth a donné sa démission, « pour raisons familiales ».

ARMES

Les Eglises et *Amnesty International* demandent un embargo sur les armes contre le gouvernement soudanais.

Amnesty International a publié un rapport sur les ventes d'armes au gouvernement, utilisées au Darfour. Parmi les Etats dont viennent ces armes, beaucoup appartiennent à l'Union européenne, malgré son embargo. La France a exporté de grandes quantités de « bombes, grenades, munitions et autres articles militaires » en 2000 et 2001 : pour 244 066 \$ en 2000, 447 687\$ en 2001 et seulement 24 546 \$ en 2002. En Lituanie, des hélicoptères ont été réparés, ce qui a donné lieu à un débat au parlement ; en Angleterre des Antonov d'origine ukrainienne ont été vendus- il y a une enquête, mais aussi 50 chars et d'autres matériels aussi importants, et encore des pièces de rechange de pistolets ; une firme bulgare a vendu 18 obusiers pour, dit-on, 500 000 euros ; la Pologne, qui avait déjà vendu jadis des chars au Soudan, en a vendu au Yémen, de là ils ont été « illégalement » transférés au Soudan ; des intermédiaires marchands d'armes irlandais auraient vendu des armes au Soudan, mais en Irlande aucune législation ne contrôle leurs activités. En moindres quantités il y a eu des ventes d'Allemagne, de Chypre, de Grèce, d'Autriche.

En dehors de l'Union Européenne, la Chine est une source majeure d'armes pour le Soudan. Depuis 1990 la Chine aurait vendu 47 avions de chasse dont 7 supersoniques, et 50 hélicoptères. L'Iran aurait financé ces achats. La Chine a aussi vendu en 2002 pour 845 918 \$ de pièces de rechange et accessoires de fusils de chasse et de fusils ainsi que pour 34 827 \$ de pistolets et de revolvers plus pour 97 437\$ de fusils de chasse.

Une société ukrainienne aurait participé, via Chypre, à la construction d'une usine d'armements au Soudan.

La Biélorussie a exporté 6 hélicoptères d'attaque. En 2003,

elle a vendu 48 véhicules militaires, et 32 « guns » dont des obusiers ; en 2002 elle a transféré 14 pièces d'artillerie ; en 2001, 20 chars ; le tout d'origine russe. Le ministre de l'intérieur soudanais a déclaré à la télévision biélorusse après octobre 2003: « ... vous avez une grande expérience pour les troupes intérieures, ce sera très commode au Soudan... nous sommes intéressés par la coopération en équipements spéciaux ».

La Russie a exporté en juillet 2004, 12 avions de chasse. Durant une parade militaire au Soudan en 2002, plusieurs chars furent montrés pour la première fois. Ils sont russes. D'autres véhicules blindés russes furent vendus.

L'aviation militaire soudanaise a utilisé au Darfour de nombreux avions de transport, des Antonov, venus de différents pays de l'ex-URSS. Ils sont maintenant entretenus en Chine.

Sont aussi mentionnés comme fournisseurs d'armes, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, le Yémen, le Koweït. Une enquête est en cours en Suisse. (*Amnesty International*, sa source la plus importante est l'*UN Comtrade data*).

- Le Président russe Poutine a interdit la vente d'armes russes aux troupes non-gouvernementales du Soudan, selon le voeu du Conseil de Sécurité.

- Dans notre n°125, nous avons cité le *Sunday Times* du 06 09, selon lequel John Knight, un homme d'affaires britannique, vendait des quantités d'armes au Soudan. Aucune suite ne fut donnée jusqu'à ce que *The Scotsman* reprenne l'affaire fin novembre. Une enquête officielle est ouverte. Le parlement est choqué. Mr.Knight a reconnu avoir fourni des Antonov, [avec lesquels Khartoum bombarde le Darfour]. Khartoum lui a aussi demandé des chars, des lanceurs de rockets, des pistolets semi-automatiques, etc...

Droits de l'Homme... Droits de l'Homme... Droits de l'Homme...

- Mohammed Mahgoub Salah qui a obtenu avec Abel Alier le prix de la fondation Friedrich Ebert, vient de recevoir la Plume d'Or, prix annuel de la Liberté de la Presse. Agé de 76 ans, il est le cofondateur en 1958 et le rédacteur en chef du plus ancien journal indépendant soudanais, *Al Ayyam*. Le journal a été fermé deux fois par le gouvernement militaire des années 60, nationalisé en 70 comme toutes les entreprises privées, et restitué à ses propriétaires en 1986. Le régime actuel l'a fermé dès son arrivée au pouvoir en 1989. Rouvert en 2000 plus de 10 ans après, le journal a été confisqué et fermé et son personnel soumis à des emprisonnements et des amendes. En novembre 2003, il est resté fermé 3 mois. Mohammed Mahgoub a été emprisonné maintes fois pour ses activités journalistiques (AFP 23 11, International Freedom of Expression 27 11).

- Le ministre de la justice a demandé à Interpol de lui retourner 4 hommes politiques de l'opposition accusés d'avoir fait une tentative de coup d'Etat en septembre, parmi eux Khalil Ibrahim du MJE, réfugié politique à Paris. Khartoum est encouragé par l'action d'Interpol qui aurait permis de faire retourner à Khartoum, le général Abd el Aziz Khalid. Ce dernier aurait fait sauter des oléoducs dans le cadre de sa lutte armée (*Al Sahafa* 28 11).

- Les Nations-Unies ont demandé 1,5 milliard pour le Soudan, dont 620 millions pour le Darfour, le reste pour le Sud et l'Est. (Reuter 30 11). Le Sénat américain a approuvé 300 millions de dollars, dont 200 millions pour l'aide humanitaire au Darfour et le soutien aux forces de l'Union africaine et 100 millions comme prime pour arriver à un accord pour le gouvernement soudanais et le MLPS ! A cause de leur attitude au Darfour, le Sénat a aussi imposé un gel de leurs biens aux principaux dirigeants soudanais. La signature de Bush manque encore. Le Sénat a demandé à Bush de leur interdire l'accès au territoire américain (AP 7 12).

- Un comité établi aux Nations-Unies par Kofi Annan a rejeté la notion qu'il devrait y avoir des preuves de respect des Droits de l'Homme pour avoir accès à la Commission *ad hoc*. Le Soudan ne craint donc pas de perdre son siège bien qu'il ait été accusé de génocide. Il y a même un mouvement au sein des NU pour interdire qu'on parle dans la Commission de violations par des pays spécifiques. En tête de ce mouvement la Chine pour qui l'essentiel sont les droits économiques et le développement. Elle est appuyée par maints Etats africains, surtout l'Afrique du Sud (AP 8 12).

Le Soudan a ratifié deux protocoles sur la protection des enfants, l'un sur l'exploitation sexuelle, l'autre sur le recrutement dans les forces armées. Des enfants Nuer furent encore enrôlés dans des milices [pro-gouvernementales] en février (UNICEF 31 10).

Nord

- Dans le cadre du procès contre une tentative de coup d'Etat précédente, en mars, les prévenus avaient le droit de faire appel contre leur accusation jusqu'au 22.11. Leurs avocats n'avaient pu les voir. Finalement le procureur a donné l'ordre aux Forces de Sécurité de les leur faire rencontrer- ce qu'elles n'ont pas fait. Le délai pour l'appel est passé. Les avocats se battent toujours (*Al Sahafa* 28 11). L'un des avocats s'est vu interdire l'accès de la Cour par le juge (AFP 29 11).

- Parmi les 189 arrestations (VS n°126) effectuées en septembre par le régime pour une soi-disant tentative de coup d'Etat du parti de Tourabi, le Congrès National Populaire (CNP), selon le Procureur Général, 92 personnes ont été inculpées ; elles risquent la peine de mort ou la prison à vie ; parmi elles, 18 appartiennent aux Forces Armées, elles seront jugées par une Cour martiale. ; la plupart des inculpés appartiendraient au CNP. Les charges contre les 74 civils, dont des militaires à la retraite, vont de « saper le régime constitutionnel, inciter à la guerre contre l'Etat, à donner des

renseignements à des pays étrangers ». Selon le procureur, l'Etat avait des preuves. La seule qu'il ait citée est la découverte de caches d'armes.

Quand on veut trouver quelque chose dans un endroit, le meilleur moyen c'est de l'y mettre, dit-on à Khartoum. L'avocat de la défense, Abd el Salam el Juzouli, a déclaré qu'aucun des 94 inculpés n'était un officiel du CNP. Ce sont, dit-il, des gens ordinaires venus du Darfour (AFP 24 11).

Etaient-ce des déplacés ? Le CNP, comme nous le disons ailleurs, semble avoir une autre technique pour déstabiliser le gouvernement.

- Pour la « tentative de coup d'Etat de septembre, Tourabi et de nombreux leaders du parti du Congrès National Populaire, ont été blanchis (*Al Itihadi* 3 12).

- COHRE, une organisation de droit au logement a cité les trois pays les pires en la matière, les Etats-Unis, la Russie et le Soudan.

Selon elle, aux Etats-Unis, environ 2,3 millions de personnes sont sans domicile et vivent dans la rue, car les programmes de logement ont été coupés. « C'est une honte pour la nation la plus riche du monde... Les Etats-Unis sont le seul Etat à avoir une politique systématique écrite qui s'oppose à l'existence du droit au logement conformément au droit international ». L'organisation a aussi cité l'action américaine en Irak : « Avec les évictions forcées et les démolitions pour punir collectivement les Irakiens..., les forces US ont violé les Conventions de Genève ».

La Russie a un rôle dans la destruction des maisons en Tchétchénie. Il y a aussi à peu près 6,8 millions de gens qui vivent dans la rue en Russie.

Enfin la politique de terre brûlée du Soudan au Darfour, condamne 1,6 million de personnes à perdre leur logement (AFP 24 11).

- Aux Etats-Unis 35 universités ont des organisations

STAND qui informent sur le conflit au Darfour et collectent de l'argent pour l'aide humanitaire (Washington Post 23 11).

- L'OMS a déclaré que le conflit au Darfour avait permis à la polio de reprendre pied au Soudan, qui a enregistré 19 cas cette année, contre aucun en 2001 (AFP 16 11).

Toutefois les cas sont à l'autre bout du pays, à 70 km de la frontière éthiopienne (Reuter 19 11).

- Des Dinka, sudistes, déplacés au Darfour par la guerre du Sud, trouvent leur camp proche d'un camp de déplacés du Darfour. Ils redoutent les *janjawid* (Washington Post 19 10).

Sud

- Après bien d'autres, le PAM a averti que le Sud-Soudan manque de plus en plus de nourriture dont la production a baissé cette année de 20 à 50 % à cause de pluies tardives et insuffisantes, d'attaques de milices et de conflit entre clans. Au moins 1,4 million de personnes ont besoin d'aide, ce qui ne fera que s'accroître si la paix ramène beaucoup de déplacés. Pendant ce temps l'aide va surtout au Darfour (AP 18 11).

- De même, avec le retour des déplacés, on craint l'expansion du sida, qui affecte déjà 2,6% de la population adulte, beaucoup plus dans les villes de garnison. Beaucoup reviendront d'endroits où la maladie est très répandue. La population est inconsciente du danger, l'usage du condom est inconnu ou mal accepté, les travailleurs de santé ont peu d'équipement d'analyse de sang. (IRIN 28 10).

- Un accord a été signé entre le gouvernement et le MLPS pour utiliser une stratégie commune afin de nettoyer les mines antipersonnelles dès la signature de la paix, pour le retour des déplacés et réfugiés. « Trente pour cent du pays [du Sud ?] est contaminé » (PANA 91 12).

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Décembre 2004 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

DARFOUR

Les Pourparlers « Khartoum parle seulement à qui a des armes »

Après que seuls les seconds couteaux soient venus, les acteurs principaux craignant pour leur sécurité jusqu'à ce que la France les transporte, après que le MLS ait menacé de s'en aller à cause de bombardements de civils, après des atterroissements sans fin et des pressions sans nombre, deux protocoles ont été signés entre le gouvernement soudanais, le MLS et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE).

Le premier protocole, agréé plus tôt, mais que les rebelles eurent le tort de ne pas vouloir signer avant les accords sur la sécurité, concerne la situation humanitaire. Les parties s'engagent à donner mouvement et accès libres aux personnes nécessiteuses, et à prendre toutes mesures pour protéger les citoyens de toute violence par tout groupe, y compris les *janjawid*.

Le second protocole concerne la sécurité. Chacun devra rester dans les territoires qu'il contrôle et informer les forces de l'Union africaine de tout mouvement. Les milices n'ont pas part à l'accord. Le gouvernement s'engage à nouveau (une sixième fois ? plus ?) à désarmer les *janjawid* et à s'assurer que les milices sur lesquelles il a de l'influence n'attaquent pas. Milices et *janjawid*, que le gouvernement distingue, ne sont donc pas tenus à faire de même. Un nouveau rebelle, le Mouvement pour la Réforme Nationale et le Développement (MRND) ne se dit pas tenu par des accords auxquels il n'a pas pris part. Pour le MLS, qu'il a attaqué, le MRND est suscité à partir du Tchad par le gouvernement.

Le MLS et le MJE, peuvent-ils attaquer les *janjawid* si nécessaire ? Le point n'est pas mentionné. Ils avaient beaucoup insisté pour que le Darfour devienne une zone d'exclusion pour l'aviation militaire. Le gouvernement s'est seulement engagé à ne pas y avoir de « vols hostiles ». Peut-il donc survoler les positions rebelles ?

On a un peu parlé politique. Le SLM, des musulmans, demandent la laïcité de l'État ; « ils ont utilisé la religion pour nous massacrer ». Le MJE n'est pas d'accord et Khartoum a dit que la sharia n'était pas négociable. Le SLM demande aussi que l'on remette en honneur la loi traditionnelle sur la terre. D'après cette loi les tribus ont des propriétés, des *dar*, dont les chefs donnent une parcelle à telle ou telle personne de la tribu ou non. Au contraire, d'après la législation du Soudan, seul l'État peut donner des terres. On comprend donc que le SLM craigne que les terres soient accordées surtout aux Arabes qui, souhaitant se sédentariser, regrettent amèrement d'avoir refusé l'offre de terres que leur avait faite le colonisateur britannique. Le SLM souhaite aussi l'aide de négociateurs internationaux.

Le petit MJE veut préparer une déclaration de Principes qui serait valable pour tout le Soudan, avec une discrimination positive pour les marginalisés, le partage du pouvoir et des richesses.

Un point essentiel nous paraît l'organisation de la réconciliation, faute de quoi, arabes et africains ne pourront vivre côte à côte comme par le passé.

Autorité de ce énième cessez-le feu ?

Le MLS attaque parfois les convois humanitaires. Eux aussi ont besoin de nourriture et de médicaments. Ils gardent les travailleurs humanitaires en otages quelque temps en prétendant que ces travailleurs soudanais sont des espions. Tel qu'on connaît le gouvernement on ne serait pas surpris qu'il leur fasse du chantage pour obtenir des renseignements. A l'initiative, apparemment, d'un commandant rendu furieux par un pillage, le SLM avait pris contrôle au Nord Darfour de la ville de Tafila, après des combats contre, semble-t-il, des milices, tuant près de 30 officiers de police. Selon des civils et des travailleurs humanitaires fuyant la région, le gouvernement a répondu par des bombardements qui lui ont permis de reprendre la ville. Attaque du SLM aussi sur Masteiri, attirant une contre-attaque gouvernementale avec 18 mortiers dans le village. Le MJE a pris la ville de Gereida, avant de se retirer. Dans un camp de déplacés au Sud-Darfour, « des » rebelles ont attaqué un poste de police adjoignant un camp de déplacés. A Zalingei, on fit descendre de force plusieurs jeunes arabes d'un autobus. Le résultat fut l'État d'urgence dans tout le Nord Darfour (ce qui est surprenant, il existe déjà dans tout le Soudan) et l'interdiction de circuler, donc pour les NU d'apporter nourriture, couvertures de plastique, vaccins contre la polio. etc. Questions : les combattants MLS ne savent-ils pas qu'un cessez-le feu a été signé ? Le MLS peut-il arrêter ses nouvelles recrues, survivants de villages brûlés, massacrés, pillés, aux femmes violées, aux puits empoisonnés ? Cherche-t-il à être dans une meilleure position stratégique pour la suite des pourparlers ? Profite-t-il simplement de la fin de la saison des pluies ? Par contre, les attaques *janjawid* ont repris et des citoyens africains furent détenus plusieurs heures par les milices arabes.

Les Nations-Unies accusent tant le gouvernement que les rebelles de ne tenir aucun compte du cessez-le-feu et les tiennent pour responsables de la détérioration marquée de la situation sécuritaire. Les NU et l'UA disent que les exactions commises par les rebelles le sont éventuellement parfois par le Mouvement pour la Réforme et le Développement et par le nouveau groupe kordofani. Le gouvernement nie l'utilisation de son aviation, attestée par l'Union africaine.

Les *janjawid* se plaignent que le MLS razzie leurs chameaux, ce que ce dernier se croit, à tort, autorisé à faire étant donné l'usage qu'ils en ont fait.

Et la force africaine ?

Que peut-elle faire ? Ils sont 800 soldats et 100 observateurs, 3 300 avaient été promis pour une région de la taille de la France ; ils ne sont pas autorisés à faire beaucoup plus qu'enregistrer les violations du cessez-le-feu. De mi-août au 25 novembre, ils en ont enregistré 40. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont pas été invités à vérifier le désarmement des *janjawid* par le gouvernement et des rapports non confirmés disent que les milices reçoivent toujours des armes de Khartoum. Ils n'ont pas autorité pour s'occuper des exactions. Ils ont cherché un rôle de médiateur dans les conflits. S'ils étaient plus nombreux, leur présence pourrait empêcher des exactions. Le parlement allemand a décidé que le transport des troupes africaines au Darfour serait assuré par les forces armées allemandes.

Janjawid, arrestations arbitraires, viols,

Nous pensions être arrivés au bout de l'horreur.

Selon le témoin Jemera Rone de *Human Rights Watch*, s'il y a moins d'attaques *janjawid*, c'est qu'il n'y a plus rien à brûler. Ces attaques semblaient se cantonner aux déplacés qui reviennent. Mais les agressions ont repris. Ainsi le 1er décembre les *janjawid* ont frappé à nouveau la ville d'Adwah, déjà gonflée de dizaines de milliers de déplacés et les villages environnants, forçant 7000 personnes à fuir en zone rebelle. Les témoignages viennent des NU. Selon *Amnesty International*, l'attaque a été accompagnée de bombardements d'un Antonov et de deux hélicoptères. Quant aux forces de l'Union africaine elles ont été attaquées et un de leurs membres, blessé, alors qu'elles se rendaient sur place ; elles sont reparties après avoir vu une centaine de tués. Curieusement, le gouvernement qui habituellement nie tout lien avec les *janjawid*, a déclaré que ses forces de police étaient entrées à Adwah, ville en zone rebelle, parce que la ville était utilisée comme base pour piller des véhicules commerciaux et humanitaires. Quid de l'accord de cessez-le-feu ? Dès le 28 novembre, selon *Amnesty International*, 19 hommes, âgés de 21 à 70 ans, avaient été enlevés dans cette ville, chez eux, dans la rue ou au marché ; ils appartenaient à des ethnies censées aider les rebelles. On craint qu'ils ne soient torturés et tués. Toujours selon *Amnesty*, autre attaque *janjawid* le 5 décembre contre un village abritant des déplacés, pillage, maisons brûlées, 17 tués ; 4000 personnes en fuite. Et encore ailleurs, le 5 décembre toujours, une autre attaque *janjawid* avec le même scénario. Les villageois seraient restés dans le village brûlé. Faut-il s'étonner qu'*Amnesty* ait de plus en plus de peine à obtenir des visas ?

Les arrestations et détentions arbitraires ont augmenté, elles violent la constitution de 1999 et le code de procédure criminelle, mais pas la loi sur les forces de Sécurité qui les autorise à détenir quelqu'un au secret jusqu'à 9 mois, en particulier quand il s'agit de « circonstances ... de discorde raciale ou religieuse ». Le détenu doit être informé des raisons de sa détention « si cela ne porte pas préjudice aux progrès de l'interrogatoire ». Termes vagues qui autorisent toutes les dérives. Selon *Amnesty International*, le Conseil (gouvernemental) pour les Droits de l'homme a écrit aux forces de Sécurité pour avoir des informations sur des détenus et n'a pas eu de réponse ; un officiel du pouvoir judiciaire a reconnu n'avoir aucune autorité sur les forces de Sécurité.

Ont été arrêtées de très nombreuses personnes du fait de leur affiliation ethnique à un des groupes présents dans la rébellion, Zaghawa, Four, Massalit et autres et particulièrement à celles qui jouissent d'un certain statut dans ces ethnies. *Amnesty* a eu connaissance en octobre de 29 de ces arrestations dans le grand Khartoum, y compris les camps de déplacés ; pour l'un c'est parce qu'il avait le brouillon d'une lettre demandant au gouvernement une indemnisation pour une maison brûlée par les *janjawid*. Les arrestations de déplacés au Darfour sont innombrables, qu'il aient raconté leurs malheurs à des étrangers, ou qu'on les intimide pour qu'ils ne le fassent pas, ou qu'on les ai prétendument vus avec des rebelles, ou pour ne pas vouloir retourner dans leurs villages, ou...ou...ou. Comme nous l'avons rapporté dans notre dernier numéro de nombreuses personnes ont été

arrêtées dont surtout des originaires du Darfour, en connexion avec la soi-disant tentative de coup d'Etat de septembre. Tous ces gens sont fréquemment torturés.

Les personnes arrêtées, relâchées le sont souvent à cause d'une pression internationale, qui intervient quand le monde sait, et le monde ne sait que ce qui concerne les gens jouissant d'une certaine notoriété.

Selon les récits des victimes, des travailleurs humanitaires, des moniteurs des Droits de l'homme, des observateurs de l'Union africaine, les viols à grande échelle continuent près des camps de réfugiés où les femmes ramassent du bois. *Janjawid* ou soldats, ce n'est pas clair. Le cas où la justice fut le plus efficace, fut quand elle donna à la victime quelques vieux vêtements et 54 dollars pour qu'elle retire sa plainte. Les observateurs de l'Union Africaine ne sont pas censés s'en occuper. S'ils rapportent un viol à l'armée soudanaise, on leur répond toujours que les musulmans ne violent pas. Ils transmettent les plaintes à la Commission des Droits de l'homme des NU. Qui n'en peut mais. C'est presque quotidien, par centaines, disent-ils. A part les viols, les femmes sont insultées, menacées, volées, battues avec des fouets. Certaines ont une marque de tir de kalachnikov à la cheville, un signe certain qu'on a voulu les empêcher de s'enfuir. On pense à cette petite fille de 13 ans violée par deux hommes, tour à tour, à cette femme qui allant semer, fut arrêtée par 4 hommes montés à chameau et à cheval qui lui dirent qu'elle avait l'air Zaghawa ; malgré ses dénégations, ils la battirent avec les crosses de leurs armes, la firent tomber par terre et la violèrent tour à tour...et à tant d'autres. Début octobre, la police arrêta un homme qui était allé porter plainte à la Commission de l'Union Africaine contre les attaques de plusieurs femmes près d'un camp de personnes déplacées. Il ne fut relâché que sur l'intercession de l'enquêteur des Droits de l'homme des Nations-Unies. Perpétuellement menacées, les femmes hésitent de plus en plus à rapporter leurs supplices.

Après les viols viennent les bébés, « du sel dans les blessures ». Celui de Sohad qui ne l'a encore montré à personne, celui de Medina à qui son père dit « l'enfant des *janjawid*, je ne veux pas le voir », que personne n'est venu voir à la naissance ni à la fête du nom huit jours après. Elle a appelé l'enfant Menazel, qui dans le Coran veut dire maisons des étoiles « parce que les *janjawid* ont brûlé nos maisons ». Celui de Salima qu'elle a frappé et essayé de noyer, celui de Zeinab qui ne pourra plus enseigner quand on saura que l'enfant n'a pas de père. Et les bébés de tant d'autres. Aucune ne se mariera et leur futur est sombre.

Pendant ce temps, le gouvernement se plaint du chiffre de 70 000 morts civils au Darfour donné par les Nations-Unies.

Autre exaction, le retour forcé. Tous les déplacés interrogés disent ne pas pouvoir rentrer chez eux à cause de l'insécurité absolue due aux *janjawid*, qu'ils redoutent aussi le manque total de nourriture. Leurs troupeaux et leurs provisions ont été pillés et détruits lors de raids, leurs puits empoisonnés. Ils ont dû s'enfuir juste avant la saison des pluies qui est aussi celle des semailles. Le temps des moissons n'apportera rien. MSF a écrit un long rapport corroborant totalement cette vision. Le Soudan a signé un accord avec les Nations-Unies destiné à atténuer la Résolution du Conseil de Sécurité, s'engageant avant

FOUR

déplacements forcés de déplacés...

tout retour à avoir l'accord de l'UNHCR et de l'Office des Migrations.

Le Ministre des Affaires Etrangères a annoncé le 25 octobre à Pronk, représentant des Nations-Unies, que 70 000 déplacés étaient rentrés chez eux. Une grande partie des 70 000, s'ils ne sont « que » 70 000, doivent être morts à l'heure qu'il est. Pronk est furieux, non seulement que le gouvernement exerce de continuelles pressions sur les déplacés pour qu'ils retournent chez eux, mais surtout que le gouvernement leur ait déclaré que ce retour est en accord avec les NU et les ONG, ce qui est un mensonge patent. Pendant ce temps, selon l'agence soudanaise SUNA, au Nord Darfour le gouverneur a annoncé que 471 familles déplacées appartenant à deux camps étaient rentrées chez elles du 27 10 au 07 11 et que le programme continuait. On n'ose envisager que ce soit sans l'avis de l'UNHCR et de l'Office des Migrations. Les sources des NU ne parlent pas de ces retours. Il est probable que certains déplacés, habitants des camps près des grandes villes, trouvent que le milieu urbain leur donne plus de possibilités économiques et que Khartoum redoute le doublement des villes. Ce n'est pas une raison pour les envoyer à la mort.

L'armée et la police soudanaise ont pris l'habitude d'encercler des camps de déplacés aux petites heures, les organisations d'aide ayant l'interdiction d'entrer. La police jette des gaz lacrymogènes dans les tentes et cabanes, utilise des matraques, l'armée tire en l'air pour forcer les déplacés à monter dans les camions, où parfois on les jette tout attachés. On leur dit que les NU et les ONG sont d'accord, qu'ils seront mieux traités arrivés dans un endroit, où rien n'est prévu pour les recevoir. Les Etats-Unis, la France s'élevèrent contre ces décisions opposées aux Résolutions du Conseil de Sécurité. Les Etats-Unis demandèrent la réadmission des organismes d'aide et le retour des déplacés. Trop tard, les déplacés qui revinrent le lendemain récupérer leur pauvres biens laissés dans la précipitation et la terreur, trouvèrent à un endroit le terrain nivelé, les générateurs et une pompe à eau offerts par l'UNICEF disparus, volés, dit-on, par la police. Ailleurs, certains de ces déplacés ne voulaient plus quitter l'endroit bien qu'ils n'y reçoivent aucune aide ou s'enfuirent à Nyala. Le gouvernement, dans un premier temps, nia tout en bloc. Malheureusement pour lui, une de ces exactions eut comme témoins des responsables des NU, de l'Union africaine ainsi que la BBC qui montra le film à Londres. Alors le gouvernement affirma que les mesures avaient été prises de crainte que les maladies se répandent dans la ville de Nyala, que l'emplacement des camps est la responsabilité de l'Etat Fédéré, qui de façon fort commode, semble ne rien avoir signé avec les NU. Selon Amnesty, en un endroit trente-quatre déplacés furent emmenés à la police où ils furent sévèrement battus. Vingt et un d'entre eux furent relâchés sous caution à la demande des NU, mais les 13 autres risquent d'être torturés. Une des personnes relâchées a été admise à l'hôpital à cause des blessures reçues sous la torture. A Nyala, s'en occupe le centre Amal pour la réhabilitation des victimes de la torture, dont nous ne saurions trop saluer le courage extraordinaire.

Que le gouvernement soudanais agisse ainsi ne nous surprend absolument pas, mais qu'il le fasse au moment où une commission des Nations-Unies enquête sur l'existence ou non d'un génocide au Darfour, nous

suffoque. Deux remarques : Khartoum se serait préparé à cette visite par la destruction de tombes collectives ; certains analystes pensent que ces exactions sont du sabotage de membres de l'administration, fidèles dans leur coeur au Parti National du Congrès et à Tourabi, qui veulent susciter des difficultés au régime.

Béehir a quand même décrit les organisations internationales d'aide humanitaire comme le vrai ennemi et la télévision soudanaise a repris ses attaques selon lesquelles les ONG christianiseraient le Darfour. « Elles apportent du matériel médical très sophistiqué et disent aux gens : *si tu veux qu'on s'en serve pour toi, dis que tu crois au Christ* ». C'est juger les autres d'après soi-même. Les ONG font-elles de la théologie en Four ?

Les représentants d'Oxfam et de Save the Children Fund ont été expulsés pour avoir parlé des exactions; les expulsions semblent suspendues pour l'instant.

Justice

Le Conseil soudanais pour les Droits de l'homme (ACHR, gouvernemental), fait savoir que Mohamed Barabry Ahab el Nabi, identifié comme chef *janjawid* de la tribu arabe Awlad Zeid, fut, pour avoir commandé une milice qui pillait et brûla le village de Dory Monkish, condamné à trois ans de prison et à une amende de 31 000 euros.

On pense à tous ceux qui ont la main coupée pour un petit vol.

Les gens du Darfour n'ont pas la moindre confiance envers le gouvernement et ni envers sa justice ; de plus Amnesty International relève des réglementations qui empêchent les citoyens de s'adresser à la justice.

Les plaignants étant incapables de payer quoi que ce soit, les avocats doivent non seulement travailler gratuitement mais encore engager toute une série de dépenses, payer les coûts de voyage au lieu du crime, ou à la prison pour voir les détenus, et surtout payer des droits de timbre, exigibles en matière pénale depuis le coup d'Etat de 1989. Pour porter plainte, timbre, papier et impression, coûtent 5 dollars. A toute nouvelle procédure d'autres timbres doivent être payés d'un montant allant à jusqu'à trois fois plus chaque fois. Les avocats sont souvent incapables de régler ces frais continuellement. De plus les avocats des Droits de l'homme sont continuellement harcelés par les forces de Sécurité. L'un d'eux est convoqué à la Sécurité tous les 15 jours ; il n'a pas le droit de quitter la ville. S'il était arrêté l'association des avocats devrait intervenir, mais elle est sise fort loin, à Khartoum et n'est pas forcément au courant. D'autre part les circonstances dans lesquelles le Président de l'association a été élu font douter de son équité.

D'autres procédures s'opposent à ce que la vérité éclate. En cas de viol, la victime ne pouvait, jusqu'au 24 août où la loi aurait été changée, se faire soigner à l'hôpital avant d'avoir porté plainte. Mais les hôpitaux semblent ignorer la modification de la loi. Et ces plaintes ne sont pas reçues. Selon des policiers « Le gouvernement ne nous permet pas de recevoir de telles plaintes »

- Selon l'index annuel de Transparency International, les Etats pétroliers qui ont des scores de transparence très bas sont l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Tchad, l'Equateur, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Kazakstan, la Libye, le Nigeria, la Russie, le **Soudan**, le Venezuela et le Yémen. Dans ces pays, les contrats publics du secteur pétrolier sont empoisonnés par les disparitions de revenus dans les poches de cadres occidentaux [pas de pétrolier occidental au Soudan !], d'intermédiaires et d'officiels locaux. Mais 7 pays sont encore plus corrompus. Le rapport de cette année est basé sur 18 études d'une douzaine d'organisations depuis 2002. Transparency International ne rapporte que les pays se trouvant dans au moins trois études (1P 20 10).

- La Chine envisage de restructurer le pétrolier Petrochina et son parent China National Petroleum Group (CNPG qui travaille au Soudan) pour créer une société géante, alors qu'elle accède à l'OMC et va se trouver en compétition avec les géants pétroliers. Elle espère lever des capitaux frais en gonflant ainsi les opérations internationales de Petrochina, qui achèterait les biens internationaux de CNPG pour 5 milliards de dollars. Petrochina est sur les bourses de New-York et de Hong Kong (AFP 25 10). En rivalité avec ces deux sociétés, la société chinoise Sinopec s'emploie à satisfaire les besoins chinois croissants. Elle a acheté des concessions en Iran, dans le Golfe du Mexique, la Mer des Caraïbes, au large du Brésil. Au Soudan, elle a acquis 6% des parts d'une compagnie arabe dans les blocks 3 et 7. Sinopec avait travaillé au Soudan au début des années 90 mais en était parti de crainte des sanctions américaines (Reuter 22 10, The Standard, Hong Kong 15 11).

- Le pétrolier indien OVL va pouvoir recouvrer son investissement au Soudan en avril-mai 2005 au lieu de la fin de l'année, comme prévu. Outre l'énorme augmentation du prix du baril, OVL a beaucoup augmenté la production (The Hindu Business line 09 11). L'Inde a mis sur pied un groupe de diplomates, chargés de conseiller son industrie pétrolière dans ses achats dans les pays arabes et en Afrique (AP 16 11).

- Un second opérateur de téléphonie fixe vient d'être retenu par l'Etat. Il s'agit du consortium Kanar Group, qui réunit l'opérateur de télécommunication des Emirats Arabes Unis, Etisalat, qui le dirige avec 40% des parts, Al Betriq Development Company, la Pensioners Charity Corporation de l'armée soudanaise, la société suédoise Swedtel, le groupe de compagnies Elrawabi d'Arabie Saoudite et un homme d'affaires soudanais (L.O.I.6 11, AFP 21 11, PANA 22 11).

- Une nouvelle monnaie va être établie au Soudan « pour exprimer l'unité dans la diversité ». Actuellement un dollar vaut 258 dinars (Reuter 1 12).

- Le Fonds International pour le Développement agricole (IFAD) a donné 25 millions de dollars pour développer les ressources naturelles dans l'ouest Soudanais (Darfour ? Kordofan ?). Selon le directeur des ressources au ministère des Finances, le « reste de l'argent » sera donné par l'Etat et les « bénéficiaires », et le projet s'occupera des forêts, pâturages, eaux, sources et ressources animales (27 10 SUNA). On remarque que le projet semble s'intéresser plus aux éleveurs arabes qu'aux agriculteurs africains et qu'aucune consultation des intéressés ne semble prévue alors que Khartoum va discuter paix avec le Darfour sur la base d'une plus grande autonomie.

Une conférence sur les changements climatiques a réuni en Tanzanie les 25 pays les moins développés, dont le Soudan, pour se préparer à une position commune lors de la conférence mondiale qui aura lieu en décembre. Les nations pauvres, a-t-il été dit, subissent la pression internationale pour partager la charge de la pollution du monde industrialisé, si elles acceptent l'aide pour ne pas utiliser les stades dommageables du développement (AFP 26 10).

- Le Fonds de pension américain *Retirement systems of Alabama* fait face à des pressions politiques pour désinvestir 91 milliards de dollars investis au Soudan à travers 35 firmes, telles que l'allemand Siemens, le suisse Asea Brown Boveri et le chinois Petrochina (AP 14 11, 6 12). On rappelle l'embargo américain sur les investissements au Soudan.

Des relations ambivalentes

S'ajoutant aux négociations par le gouvernement à Naivasha, Kenya, avec Garang et son MLPS, celles d'Abuja, Nigeria, avec les rebelles du Darfour, d'autres ont lieu au Caire, Egypte, avec l'Alliance Nationale Démocratique (AND), présidée par Osman el Mirghani qui préside aussi le parti Unioniste Démocratique. Cette alliance regroupe tous les anciens partis interdits par Khartoum, dont le MLPS et l'ALS [un des rebelles du Darfour], mais exceptant l'Umma qui s'en est séparée. Les négociations s'étaient interrompues quand l'AND avait admis en son sein l'ALS. C'est apparemment pardonné.

Ces pourparlers font suite à l'accord cadre que le régime a signé avec Garang, chef du MLPS. Il prévoit, après la signature de la paix avec le Sud, un retour à la vie démocratique, avec un accord entre tous les partis pendant la période pré-intérimaire de six mois, et des élections libres trois ans après. Pour ce dernier point il existe toutefois dans l'accord cadre de paix des conditions suspensives peu claires.

Comme les anciens partis du Nord quand ils étaient aux affaires, le gouvernement a concentré pouvoir et richesses dans les régions centrales qui se veulent arabes, le centre Nord autour de Khartoum et le long du Nil, délaissant les régions dites périphériques. Le défi à la puissance du gouvernement vient non pas tellement du Sud - le gouvernement compterait le manoeuvrer pour retourner à la situation antérieure, - mais des régions africaines. Le Soudan comporte 39 % d'arabes et 61% d'africains. Or le Darfour est rebelle, l'Est et le Kordofan, africains eux aussi, commencent à se soulever.

Selon un analyste bien informé, les tractations auraient un autre but. Au Caire, il s'agirait plutôt pour Khartoum, tout en parlant de responsabilité nationale, d'arriver à une union des Soudanais arabes contre les Soudanais africains. Il conforterait ainsi son régime. Ce serait pour l'AND une molle acceptation de l'inacceptable.

Comment l'opposition apprécie-t-elle l'extradition depuis les Emirats Arabes Unis, du chef de sa branche armée, actif sur la frontière érythréenne, le général Abd el Aziz Khalid, qui bien que n'étant plus membre de la direction de l'AND, conserve des liens avec elle ? Le Soudan avait demandé son extradition par Interpol pour avoir fait sauter des oléoducs, - que le général, dont le voeu le plus cher était de renverser le régime, pouvait considérer des cibles militaires légitimes. Nous sommes désagréablement surpris par l'action d'Interpol. Bien que le Soudan ait dit que le général serait amnistié selon la loi de 2000, on n'en a eu aucune nouvelle. A l'évidence, comme l'a dit Human Rights Watch, Abd el Aziz risque non seulement sa liberté d'expression, d'association et de mouvement, mais aussi la torture.

Kordofan

Selon les journaux *Al Sahafa*, soudanais, et *Al Khaleej*, émirati, un nouveau groupe rebelle *Al Shahamah* [noblesse] *Movement*, a émergé au Kordofan, région sise entre le Darfour et Khartoum. Ce mouvement demande le développement de la région, et il s'oppose à certaines parties de l'accord de Naivasha, le partage du Kordofan Ouest entre les Kordofan Nord et Sud (Monts Noubas).

Erythrée et Est

A la suite de la semi-rébellion de l'Est, l'Erythrée amasserait des soldats sur la frontière, 5900 d'après le Soudan. L'Erythrée a répliqué en affirmant que le Soudan tentait de faire assassiner son président. Khartoum a dit qu'il accueillerait volontiers une commission d'enquête africaine ou internationale à ce propos. Il semble que l'Erythrée aiderait volontiers à la chute du gouvernement de Khartoum pour obtenir la reconnaissance américaine qui paie toujours.